

Établissement Public Territorial **Grand-Orly Seine Bièvre**

Décision n° D2022-3573 du 11 juillet 2022

Objet : Marché n° 22 00 023-025 « Fourniture de produits de traitement d'eau de piscines et de nettoyage spécifique aux piscines ».

Lot n° 1 : Chlore gazeux.

Le Président de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu la Délibération n° 2020-12-15_2111 du 15 décembre 2020 du Conseil territorial portant délégation de pouvoir du conseil territorial au Bureau, au Président et aux Vice-présidents ;

Vu la décision d'attribution par la commission d'appel d'offres du 16 juin 2022 ;

Considérant la nécessité de fourniture de produits de traitement d'eau de piscines et de nettoyage spécifique aux piscines (chlore gazeux) ;

Vu le marché n° 22 00 023-025 « Fourniture de produits de traitement d'eau de piscines et de nettoyage spécifique aux piscines » lot n° 1 : Chlore gazeux ;

DECIDE :

Article 1^{er} : De signer le marché n° 22 00 023-025 « Fourniture de produits de traitement d'eau de piscines et de nettoyage spécifique aux piscines » lot n° 1 : Chlore gazeux, avec la société EUROCHLORE sise 17 rue Georges Melies 95240 Cormeilles en Parisis, pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT.

Article 2 : Précise que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre.

Article 3 : Madame la Directrice Générale des Services de l'EPT est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera faite à :

- Madame la Préfète du Val de Marne
- Madame la Trésorière d'Ivry sur Seine

À Orly, le 11 juillet 2022

Le Président,



Michel LEPRÊTRE.

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Envoyé en préfecture le : 11/07/22

Publié le : 04/10/22